



DIRECTION 78

NUMERO **1**, 31 janvier 2014

Pour continuer, après le Numéro 0, un Numéro 1 s'imposait. Un spécial DGH.

En janvier, les DGH tombent comme les feuilles à l'automne.

Représentant l'UNSA Education au Comité technique spécial départemental (CTSD), je suis intervenu lors de sa dernière réunion, le 23 janvier 2014, pour soutenir ou porter les demandes de collègues relatives au calcul de la dotation globale horaire des moyens d'enseignement pour la rentrée prochaine.

C'était également le point essentiel de l'ordre du jour du Comité technique académique du 14 janvier, où j'étais présent à titre d'expert. Le titre est un peu prétentieux mais c'est ainsi qu'était formulée ma convocation. Fort de cette « expertise », je suis intervenu avec les collègues titulaires du SE UNSA et de A&I UNSA. A noter que seule l'UNSA était représentée dans ses trois principales composantes, les autres fédérations n'étant représentées que par des enseignants.

Notre rôle dans ces instances est de faire entendre la voix des personnels et de contribuer au bon dialogue social dans l'académie et le département. Cependant, ces instances sont consultatives et non décisionnelles : notre poids est donc limité. Toutefois, je note que la parole d'un personnel de direction est parfois mieux entendue qu'une autre sur certains sujets, signe d'une reconnaissance implicite de nos compétences.

Avec la Direction départementale des Yvelines, la répartition des moyens est transparente : la dotation est calculée suivant des grilles académiques qui s'appuient sur les horaires officiels d'enseignement et des compléments sont apportés suivant les types d'établissement et des dispositifs locaux particuliers. Les questions sont abordées librement en CTSD et les membres de ce comité sont informés des ajustements en recevant les tableaux mis à jour après ajustement. Ce n'est qu'après diffusion des dotations que l'Inspecteur d'académie – DASEN, réunit les directions d'établissement.

Le SNPDEN des Yvelines avait demandé que les informations sur les dotations horaires soient communiquées aux chefs d'établissement en même temps qu'aux organisations syndicales représentatives des personnels. Nous revendiquons que la communication des dotations restent globale afin de protéger l'autonomie des établissements. Nous sommes toujours entendus sur ces deux points, essentiels pour nous, conditions minimales d'un dialogue de gestion satisfaisant.

Les échanges en bureau académique montrent que les relations avec les DSDEN ne sont pas aussi transparentes que dans notre département. Nous resterons vigilants pour que cela continue !

Thierry FAUCONNIER,
Secrétaire départemental



DIRECTION 78

NUMERO **1**, 31 janvier 2014

VOTE DE LA DGH, SUPPRESSIONS ET CREATIONS DE POSTES

Pour en finir avec la confusion !

Thierry FAUCONNIER

Des mauvaises habitudes...

Il était d'usage de soumettre au vote d'un même Conseil d'administration la suppression ou la création de poste(s) ainsi que l'emploi de la dotation en heures.

Bien souvent les directions d'établissement proposaient deux votes ; l'un concernant la création ou la suppression de poste(s) et l'un concernant le fameux TRMD qui traduit l'utilisation des moyens d'enseignement. Cela évitait que le TRMD ne fasse l'objet d'un vote négatif, expression non pas d'un refus du TRMD lui-même, mais d'un refus de la suppression de poste(s) proposée.

Ces votes faisaient l'objet d'une délibération et donc d'actes administratifs et se déroulaient lors des Conseils d'administration réunis au mois de février ou au début du mois de mars.

... qui ne résistent pas à l'examen des textes.

Hors du Code de l'Éducation, point de salut...

Article R421-2

Les collèges, les lycées, les écoles régionales du premier degré et les établissements régionaux d'enseignement adapté disposent, en matière pédagogique et éducative, d'une autonomie qui porte sur :

- ...



DIRECTION 78

NUMERO **1**, 31 janvier 2014

- 2° L'emploi des dotations en heures d'enseignement et, dans les lycées, d'accompagnement personnalisé mises à la disposition de l'établissement dans le respect des obligations résultant des horaires réglementaires

Article R421-9

En qualité d'organe exécutif de l'établissement, le chef d'établissement :

- ...
- 7° Soumet au conseil d'administration les mesures à prendre dans les domaines définis à [l'article R. 421-2](#) après saisine pour instruction de la commission permanente en application de [l'article R. 421-41](#) et exécute les décisions adoptées par le conseil. Dans l'hypothèse où la proposition relative à l'emploi des dotations en heures est rejetée par le conseil d'administration, la commission permanente procède à une nouvelle instruction avant qu'une nouvelle proposition soit soumise au vote du conseil d'administration. Le second vote du conseil doit intervenir dans un délai de dix jours suivant son premier vote. En cas de rejet de cette seconde proposition, le chef d'établissement en qualité de représentant de l'Etat arrête l'emploi des dotations en heures

Emploi de la dotation globale horaire

- Les textes imposent une délibération mais ne précisent pas quand le Conseil d'administration doit délibérer sur cette question
- Si la proposition relative à l'emploi des dotations en heures est rejetée par le conseil d'administration, la commission permanente procède à une nouvelle instruction avant qu'une nouvelle proposition soit soumise au vote du conseil d'administration. Le second vote du conseil doit intervenir dans un délai de dix jours suivant son premier vote. En cas de rejet de cette seconde proposition, le chef d'établissement en qualité de représentant de l'Etat arrête l'emploi des dotations en heures ;
- La seconde proposition peut être identique à la première,
- Cette délibération fait l'objet d'une délibération et donc d'un acte administratif,
- La mise en œuvre de cet acte relève du chef d'établissement, exécutif du conseil d'administration,
- Le CA peut exiger que la mise en œuvre soit en conformité totale avec la décision prise, il est donc nécessaire de proposer au vote la répartition qui sera mise en œuvre réellement.



DIRECTION 78

NUMERO **1**, 31 janvier 2014

- Il est donc opportun d'attendre que les structures définitives, les projets pédagogiques, les ajustements de dotation soient connus car ce sont eux qui déterminent la répartition des moyens.

Création ou suppression de poste(s)

- Les textes n'imposent aucune délibération : la fermeture ou l'ouverture de poste(s) relève de la compétence du Recteur et n'entre donc pas dans le cadre de l'autonomie de l'établissement.
- Le chef d'établissement propose la création ou la suppression de poste(s), il agit en tant que représentant de l'Etat et non pas en tant qu'organe exécutif du Conseil d'administration.
- Le chef d'établissement peut cependant informer le Conseil d'administration, par souci de transparence. La proposition d'ouverture ou fermeture de poste(s) apparaîtra alors dans le procès-verbal.
- L'avis du Conseil d'Administration peut être demandé, mais n'a aucune utilité.
- La proposition d'une motion ou d'un vœu est possible. Il est conseillé lors du dépôt d'une motion ou d'un vœu, surtout sur ce sujet, de ne pas prendre position ; certains personnels de direction annoncent clairement qu'ils s'abstiennent en cas de demande de vote.
- Il n'y a pas de délibération donc pas d'acte administratif.

Le TRMD sous sa forme numérique est seulement un outil de liaison avec les services académiques, DSDEN et Rectorat. Il est cependant l'outil qui permet de réunir les demandes de tous les établissements pour préparer le mouvement des enseignants et prévoir les moyens provisoires. Il doit pouvoir être modifié autant que de besoin et il est donc déconseillé de le soumettre au vote du Conseil d'administration puisqu'il n'a jamais un caractère définitif.

DGH MODE D'EMPLOI, sous forme de calendrier

Novembre / Décembre :

- Prévision d'effectifs
- Demandes de temps partiel des enseignants



DIRECTION 78

NUMERO **1**, 31 janvier 2014

Décembre / Début janvier :

- Prévision de structure. *Il est conseillé de prendre contact avec la DOS de la DSDEN pour se faire préciser la structure prévisionnelle retenue pour le calcul de la DGH*
- Prévision de répartition des moyens

Mi-janvier :

- Communication de la DGH. *Il est conseillé de vérifier avec la DOS de la DSDEN le nombre d'heures statutaires, les heures d'UNSS, les décharges déjà connues, les temps partiels...*
- Ajustement de la prévision de répartition des moyens. *Il est conseillé de contacter très rapidement la DOS de la DSDEN s'il apparaît des manques dans le volume de la dotation.*
- Prévision de fermeture / ouverture de poste(s)

Début février :

- Demande d'ouverture / fermeture de poste(s)
- Remontée du TRM

Sans aucune obligation de date :

Conseil d'administration.

On y présente un projet de répartition de la DGH qui ne sert qu'à démontrer le besoin d'ouverture de poste(s) ou la nécessité de fermeture.

On prend soin de faire noter dans le procès-verbal que « la proposition relative à l'emploi de la dotation en heures sera soumise à délibération lors d'une séance ultérieure, lorsqu'elle se rapprochera au plus près de la situation de rentrée ».

Un Conseil d'administration de fin d'année scolaire paraît tout à fait opportun pour cela.

***Vous pouvez contribuer à alimenter la lettre d'information syndicale
DIRECTION 78 en envoyant une proposition d'article***
